

Ils ont marché pour le 24^e mardi

Les étudiants toujours aussi déterminés

• Béjaïa/Les manifestants hostiles aux propositions du pouvoir

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4851 - Mercredi 7 Août 2019 - Prix : 10 DA

Tizi-Ouzou

4 personnes, membres d'une même famille, retrouvées mortes dans un appartement

Page 24

Justice

Mandats d'arrêt internationaux contre Khaled Nezzar et son fils Lotfi

Page 24

Hong Kong, l'ombre de Tiananmen

Par Mohamed Habili

A partir du 5 août dernier, les manifestations des jeunes Hongkongais, commencées au mois de juin, ont donné lieu à des batailles rangées avec les forces de l'ordre, mais aussi au blocage du métro et de l'aéroport, pour imposer le mot d'ordre de grève générale décrété pour ce jour-là par un mouvement déjà passé de la protestation à la contestation. Les médias occidentaux ayant depuis le début pris fait et cause pour le mouvement, qu'ils qualifient de pro-démocratie, alors que Hong Kong est déjà l'une des démocraties les plus libérales au monde, ont ignoré les longues files d'attente à l'aéroport et dans les stations de métro, choses qu'on n'aurait pas vues si la population avait suivi spontanément l'appel à la grève. Si elle avait été laissée libre de choisir, elle se serait probablement livrée ce jour-là à ses activités habituelles, en tout cas dans une très large proportion. Des jeunes déterminés, parés pour le combat, ont surgi dans le métro pour les empêcher de se rendre à leur lieu de travail. Faut-il s'en étonner de la part de gens qui n'ont pas hésité, il y a un peu plus d'un mois, à envahir le Conseil législatif et à le dégrader ? Alors même que ce qui a provoqué leur colère, la réforme sur la loi de l'extradition vers la Chine, avait été abandonnée. Ce n'était là en fait qu'un prétexte pour un mouvement antichinois dans son essence, qui ne vise à rien moins qu'à la remise en cause de la déclaration de rétrocession passée entre la Chine et la puissance colonisatrice, et qui est entrée en vigueur en 1997.

Suite en page 3

Avec 50 décès et des centaines de blessés en une semaine

L'été encore plus meurtrier



Ph/D. R.

Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. Lire page 2

Panel de dialogue et de médiation

Une 1^{re} réunion, aujourd'hui, avec certains acteurs du hirak

Page 2

Café-resto «Le Ciné» à Blida

Lancement d'une programmation culturelle régulière

Page 13

Avec 50 décès et des centaines de blessés en une semaine

L'été encore plus meurtrier

■ Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue.

Par Meriem Benchaouia

En Algérie, bien que des campagnes de sensibilisation soient organisées périodiquement et plu-

Face aux problèmes des déplacés L'Algérie plaide pour la coordination des Etats africains

L'ALGÉRIE plaide pour la coordination et l'intensification des efforts des Etats africains face à l'expansion inquiétante des phénomènes liés aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées en Afrique, d'où la nécessité de donner la priorité au développement et à la sécurité, a indiqué, hier à Midrand (Afrique du Sud), le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Conférence annuelle des présidents des Assemblées nationales et des Sénats d'Afrique placée sous le thème : «2019, année des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes en Afrique», M. Goudjil a souligné qu'il s'agit d'un sujet qui revêt «une importance particulière pour nos pays et nos peuples, ce qui nous oblige à coopérer davantage, afin de parvenir à une approche globale en termes de dimensions, répartie en termes de coûts et durable en termes d'étendue». Il a relevé, dans ce contexte, que «la question des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes en Afrique s'est aggravée ces dernières années en raison de crises et de conflits armés engendrés par des causes internes mais aussi par des interventions externes». «Afin de résoudre ces dilemmes de nature humanitaire essentiellement», M. Goudjil a rappelé que l'Algérie «a toujours préconisé une approche globale, consultative, équilibrée et solidaire, fondée sur le respect des droits de l'homme, la souveraineté et les impératifs liés à la sécurité nationale de chaque pays». Il a également souligné la nécessité d'«inclure dans cette approche les préoccupations et les intérêts des pays d'origine, des pays de transit et des pays de destination de manière équilibrée», faisant savoir que «l'Algérie souffre déjà de ces mêmes problèmes et prend, en conséquence, les mesures nécessaires, conformément aux accords qu'elle a conclus avec les pays d'origine et les textes internationaux». **R. Z.**

sieurs associations se mobilisent en matière de lutte contre les accidents de la route, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter d'une année à l'autre. Nos routes sont de plus en plus meurtrières, surtout en cette période de vacances qui connaît un grand mouvement de déplacements des citoyens. La situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause, en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Des chiffres faramineux en hausse sont enregistrés ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats proprement dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des différents plans de lutte en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate, toujours, une progression alarmante. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communications, la route demeure meurtrière. Malheureusement, les accidents de la route font désormais partie



du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds enregistrant plusieurs morts et blessés. En une semaine, cinquante et une personnes ont trouvé la mort et 1 685 autres ont été blessées, à la suite de 1 381 accidents de la circulation survenus durant la période du 28 juillet au 3 août courant, à travers le territoire national, indique, hier, un bilan de la direction générale de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été déploré au niveau de la wilaya de Sétif avec quatorze personnes décédées et cinquante et une autres blessées, suite à une cinquantaine d'accidents de la route, précise

la même source. Par ailleurs, douze personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine, lors d'une collision entre un camion citerne transportant du carburant et un bus de transport urbain, a rapporté lundi la cellule de communication de la Protection civile. Alertés, les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune d'El Khroub sont intervenus, dès l'alerte donnée, sur le lieu de l'accident à l'intersection menant à la zone industrielle d'Ibn Badis située sur la RN 3, dans la commune d'El Khroub, a indiqué la

cellule de communication. En plus de l'endommagement partiel des deux véhicules, cette collision a causé des blessures de différents degrés de gravité à douze personnes, âgées entre 4 et 53 ans, a signalé la même source. Les victimes ont été évacuées par les éléments de la Protection à l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Boudiaf de la commune d'El Khroub, a-t-on précisé. Par ailleurs, une enquête a été ouverte par les services de sûreté en vue de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

M. B.

Panel de dialogue et de médiation

Une 1^{re} réunion, aujourd'hui, avec certains acteurs du hirak

C'est avec «certains acteurs du hirak populaire» que le comité politique de l'Instance nationale de dialogue et de médiation a décidé d'ouvrir, aujourd'hui à Alger, son agenda de pourparlers en vue de préparer la tenue du dialogue inclusif auquel a appelé le chef de l'Etat. A ce propos, Ammar Belhimer, professeur de droit public et journaliste qui a récemment rejoint le panel de dialogue, tout comme l'avait fait Karim Younés, a promis, à travers des rounds de concertation, un «dialogue totalement inclusif», précédé par «des mesures d'apaisement afin de rétablir la confiance». Et à Belhimer, cité par la Chaîne 3, de souligner que l'invitation des parties prenantes aux concertations a été faite «sans aucun préalable» tout en s'accordant sur le principe de «la préservation de l'intégrité, la stabilité et la souveraineté des pays».

«Converger sur les voies, les moyens et les délais relatifs à ce dialogue, l'important est de partager un objectif commun à caractère patriotique», ajoutera-t-il. Enchaînant, dans ce sens, et rappelant que le panel vise à créer un consensus pour aller vers des élections «le plus vite possible», pour combler le vide institutionnel, Belhimer annoncera la tenue dimanche prochain, d'une seconde rencontre de l'instance avec les membres des partis politique et ceux de la société civile, dont l'objectif, expliquera-t-il, vise à démarrer un dialogue ouvrant la voie à un consensus autour de l'organisation d'un scrutin présidentiel sur la base de «garanties de transparence». Il relèvera, à ce sujet, que les conditions de ces garanties «seront discutées puis adoptées lors d'une conférence nationale de concertation et de dialogue, qui s'attachera à entériner

les textes relatifs à l'instance d'organisation et de surveillance de ce scrutin et de restauration du cadre d'actions institutionnelles et constitutionnelles». Notons qu'avant-hier l'Instance nationale de dialogue et de médiation a tenu une réunion présidée par Ammar Belhimer, président du comité, en présence du coordinateur général de l'Instance de dialogue et de médiation, Karim Younés, ainsi que des membres du comité, Mokhtar Bensaid et Bekat Berkani Mohamed, pour étudier les points inscrits à l'ordre du jour, a précisé le communiqué. Il s'agit, poursuit la même source, du calendrier des rounds de dialogue, indiquant que le comité avait décidé de «tenir, mercredi prochain (aujourd'hui) à 10h00 au niveau de son siège provisoire (Alger), sa première rencontre avec certains acteurs du hirak populaire». Lors de cette

réunion, il a été également question d'«examiner la composante du comité des sages et des experts et de contacter des membres de la communauté nationale établie à l'étranger». Pour rappel, l'Instance nationale de dialogue et de médiation avait annoncé, dimanche dernier, la création d'un comité des sages regroupant des personnalités et des experts ayant accepté de rejoindre l'Instance. Le Panel avait aussi fait part de sa décision d'entamer «immédiatement» l'organisation des consultations de dialogue avec la classe politique, les personnalités nationales et la société civile, assurant que «toutes ces plateformes et ces propositions constitueront des documents de travail qui seront utilisés pour l'élaboration des propositions à présenter à la conférence nationale qui sera organisée à la fin des consultations». **Lynda Naili**

Ils ont marché pour le 24^e mardi

Les étudiants toujours aussi déterminés

■ Comme chaque mardi, les étudiants ont été matinaux pour se rassembler au niveau de la place des Martyrs et entamer la marche vers Alger-Centre. Pour leur 24^e mardi, ils étaient nombreux à battre le pavé, toujours aussi déterminés à atteindre les objectifs du mouvement populaire du 22 février dernier : rendre le pouvoir au peuple, libération des détenus d'opinion et respect des libertés individuelles.



Ph.E. Soraya/J. A.

Par Louiza Ait Ramdane

Pour le 24^e mardi de protestation, la détermination des étudiants pour atteindre un changement profond dans le pays demeure intacte, en dépit de la période des vacances et des grandes chaleurs. En effet, comme chaque mardi, les étudiants ont manifesté et ne désarment pas. Ils affirment à l'unanimité que «le hirik étudiantin se maintiendra durant ce mois des vacances. Rien n'affectera la résolution des étudiants à poursuivre leur mouvement de contestation». «Nous continuerons à marcher chaque mardi et chaque vendredi pour faire entendre notre voix et réclamer le changement dans le pays», dira Anais, une étudiante en droit, pour laquelle la marche de mardi est sacrée. «J'ai manifesté depuis le début du hirik et je continuerai à le faire jusqu'à l'atteinte de nos objectifs. Nous

avons d'autres jours pour aller à la plage, mais mardi je préfère le passer dans la rue avec mes ami(es) étudiants, c'est pour la bonne cause», insiste-t-elle. Les étudiants ont emprunté la rue Larbi Ben Mhidi, l'avenue Pasteur, scandant «Système dégage». D'autres étudiants ont aussi brandi des pancartes pour demander «la liberté de la presse» et la «liberté de la justice».

Les banderoles de «Badissia, novembriste» étaient aussi là. Malgré cela, les étudiants sont conscients de toutes les manipulations et se montrent prudents. Ils ont fini par chasser ces derniers de la marche. «Nous sommes réunis autour d'un seul objectif, celui exigé par le peuple : "une Algérie libre et démocratique"», «Certains étudiants sont manipulés et essayent de détourner les manifestants de leur vrai et seul objectif. Mais ils ne sont qu'une minorité. Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout des revendications

populaires», déclarera encore notre étudiante en droit. «Nous marcherons chaque mardi jusqu'à ce que le système parte. Ce ne sont ni les vacances ni la chaleur qui vont nous faire reculer. Nous campons cet été à la place Audin, car c'est notre avenir et l'avenir du peuple qui est en jeu», lance une autre étudiante, le visage marqué aux couleurs du drapeau national. Les manifestants brandissent des pancartes sur lesquelles on pouvait y lire : «Libérez les détenus d'opinion», «Non aux médias orientés» et «Justice indépendante». Ils ont aussi crié haut et fort : «Pas de dialogue avec la bande» et «Pas d'élections avec la bande». Outre les revendications habituelles pour le départ de tous les symboles de l'ancien régime, les étudiants ont scandé «la souveraineté au peuple» et «Algérie libre et démocratique» et ont entonné l'hymne national et bien d'autres chansons patriotiques. Ils étaient moins nombreux à cette marche

de protestation en raison de la fermeture des cités universitaires, empêchant ainsi les étudiants de l'intérieur du pays d'y participer. Mais ils étaient accompagnés comme à chaque mardi par des citoyens de tout âge. Comme à l'accoutumée, dès les premières heures de la matinée, la capitale a été quadrillée par la police. Malgré un dispositif policier impressionnant déployé entre la Place des Martyrs et la Grande Poste, la marche des étudiants s'est déroulée sans aucun dépassement jusqu'au dispersement des manifestants. Selon quelques témoignages, les étudiants affirment qu'ils continueront leur mouvement de protestation durant toute la saison estivale. Vers 12h30, les manifestants se sont rassemblés devant la Grande Poste et se sont dispersés dans le calme. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour réclamer le changement.

L. A. R.

Marche de la communauté universitaire à Béjaïa

Les manifestants hostiles aux propositions du pouvoir

La communauté universitaire a encore investi la rue hier. Etudiants, travailleurs et enseignants ont réitéré, hier, les revendications du hirik populaire visant le changement de régime politique et l'instauration d'une deuxième République démocratique et populaire. Tout le long du parcours de la marche qui les a conduits devant le Palais de justice, les manifestants ont scandé des slogans hostiles au pouvoir et traduisant les revendications populaires avec l'exigence de leur satisfaction : «Djazair hora

démocratia» (Algérie libre et démocratique), «Klitou lebled ya sarakine», «Siyada chaâbia», Libérez les détenus, libérez Bouragaâ», «Système dégage, libérez les otages», «A bas la répression, liberté d'expression», «Anedou anedou alema yaghli udhavu» «La lutte continue jusqu'à la chute du régime», «Dawalat el kanoun machi b'tiliphone» (Etat de droit et non pas géré par téléphone ou un Etat télécommandé), «Makenche intikhabates ya el aissabate» (Pas d'élections avec les bandes), «La hiwar la chiwar

maâ el aissaba» (Pas de dialogue avec la bande). Outre les slogans, les marcheurs ont brandi des banderoles sur lesquelles sont mentionnées les revendications du hirik dont la libération des détenus et le passage vers une démocratie : «Pour une transition démocratique et un Etat de droit», «Libérez les détenus d'opinion», «On maintient nos revendications pour le départ du système et exigeons la libération de tous les détenus d'opinion et détenus politiques au niveau national», déclare un manifestant pour qui

«le dialogue enclenché vise à sauver le système». Pour un autre, «le peuple algérien ne veut pas revenir en arrière et on marchera jusqu'à l'instauration d'un Etat démocratique et populaire». «Nous allons lutter jusqu'à la concrétisation des revendications du peuple algérien. Nous exigeons le départ du régime et la libération de tous les détenus au niveau national», a-t-il souligné encore. «Nous disons au pouvoir ne perd pas de temps, car nous devons aller à la vraie solution politique comme nos frères Soudanais qui ont réussi

LA QUESTION DU JOUR

Hong Kong, l'ombre de Tiananmen

Suite de la page une

Il n'y aurait pas la réforme sur l'extradition, il y aurait eu autre chose. Du reste, une loi d'extradition à l'intérieur d'un même pays n'a pas de sens. Ce n'est pas la réforme qu'il fallait envisager, mais l'abolir. Ou bien Hong Kong est partie intégrante de la Chine ou bien elle ne l'est pas. Si elle l'est, les Hongkongais en relèvent. «Un pays deux systèmes» ne peut pas signifier «un pays deux Etats, deux systèmes judiciaires». Or «un pays deux systèmes», la Chine y tient tout particulièrement, bien plus que les séparatistes antichinois aujourd'hui déchainés. Pour la bonne raison qu'elle y trouve son compte. Hong Kong de son point de vue, c'est comme une zone de libre-échange qu'elle aurait instituée elle-même, et qui se serait révélée une réussite parfaite. Tel qu'il est, Hong Kong est une bénédiction pour la Chine. Il cesserait de l'être s'il changeait, s'il perdait sa spécificité, s'il devenait une province chinoise comme une autre. Lors de la prise du Conseil législatif, les contestataires ne s'étaient pas contentés de dégrader les lieux, ils y avaient également hissé le drapeau de l'ancien colonisateur, le drapeau britannique. Pourtant même cela leur a été pardonné. Il se pourrait que la coupe de Pékin soit pleine après la grève imposée de ce 5 août. S'il laissait faire encore, la paralysie serait permanente. Et Hong Kong ne serait plus Hong Kong. Bien entendu, ceux qui en Occident notamment jettent de l'huile sur le feu se doutent bien que le mouvement est maximaliste, et qu'à ce titre il est sans issue. Ils savent ce qui risque à tout moment de se produire : l'intervention de l'armée chinoise pour rétablir l'ordre, avec la possibilité dans ce cas d'une résistance des contestataires suivie d'une répression sanglante, d'un deuxième Tiananmen. Cela est-il encore évitable ? La réponse à cette question sera connue dans les prochaines heures.

M. H.

le passage vers un Etat démocratique». Selon lui, «les décideurs algériens doivent voir les choses en face et admettre que les solutions proposées ne marcheront pas». Et d'ajouter : «Nous disons au pouvoir qu'il est temps d'écouter le peuple et la rue». «Nous revendiquons le départ du pouvoir, nous allons mieux nous mobiliser en septembre pour la concrétisation des revendications du peuple et la restitution de sa souveraineté», souligne un étudiant.

Hocine Cherfa

Forêts

Enquêtes diligentées pour déterminer les auteurs des feux

■ Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune, a fait état de «l'ouverture de plusieurs enquêtes» par les services de sécurité afin de déterminer les auteurs de cette vague de feux de forêt, assurant que la loi sera rigoureusement appliquée pour sanctionner cet «acte criminel».

Par Yali Y.

Intervenant lors d'une réunion d'évaluation des opérations relatives à la saison estivale et à la lutte contre les feux de



Ph/E. Soraya/J. A.

forêt, tenue au siège de la Direction générale de la Protection civile, en présence du DG de ce corps (DGPC), Colonel Boualem Boughelaf, du DG de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhadba et un représentant du

commandement de la Gendarmerie nationale (GN), M. Dahmoune a regretté «le fait que le facteur humain soit à l'origine de ces incendies déclarés», suite à quoi «l'Etat accomplit son devoir et diligente actuellement plusieurs

enquêtes de sécurité». «Les services de sécurité présenteront les dossiers devant la justice et veilleront à l'application rigoureuse de la loi pour sanctionner cet acte criminel ayant causé des pertes matérielles considérables», a-t-il sou-

nu. Saisissant cette occasion, le ministre a exhorté les citoyens à «faire preuve de civisme pour se prémunir contre les incendies et protéger l'environnement».

Feux de forêt à Tipasa

L'équilibre biologique et la biodiversité menacés

L'équilibre biologique et la biodiversité dans la wilaya de Tipasa sont menacés par la série d'incendies qui ont récemment ravagé des hectares de forêt sans épargner la faune dans cette wilaya côtière enchantée. Selon la Conservation des forêts de la wilaya de Tipasa, la faune et la flore dans cette wilaya ont subi d'importants dégâts dans les incendies enregistrés, la région Ouest étant la plus affectée, puisque plus de 217 hectares de forêt y ont été ravagés. Des appels à enquêter sur l'origine de ces incendies dévastateurs ont depuis été lancés. «Est-il normal que huit incendies se déclarent le même jour et, qui plus est, presque simultanément?», s'est interrogé un citoyen, dénonçant l'apparition récurrente de ce qu'il a qualifié de «barons du charbon» à l'approche de chaque Aïd el-Adha. Les responsables de ces feux doivent être traînés en justice, a-t-

il dit. Sur les réseaux sociaux, les images de forêts en feu et d'animaux calcinés ont semé l'effroi. L'image choquante d'un lièvre pris au piège dans une forêt en feu, diffusée par la Conservation des forêts de la wilaya de Tipasa sur sa page Facebook, a tout particulièrement provoqué un tollé et une vague d'indignation. «C'est choquant !», «C'est une catastrophe !», «Soyez miséricordieux envers ceux qui sont sur terre, Allah vous fera miséricorde», sont quelques-uns des commentaires qu'on pouvait lire sous la publication. Selon la Conservation des forêts de la wilaya de Tipasa, la diffusion de l'image du lièvre calciné avec la mention «Image insoutenable d'un lièvre brûlé viv dans un feu de forêt» visait à sensibiliser les citoyens à la nécessaire préservation de la faune. Evoquant l'intérêt derrière la publication sur les réseaux sociaux de cette image choquante, le conservateur des forêts de

la wilaya de Tipasa, Mahfoud Boudina, a fait état de pertes «incommensurables» enregistrées chaque année par ses services en matière de patrimoine forestier et animal, estimant que le facteur humain en demeure la principale cause. «Afin de pousser le citoyen à cogiter et à préserver la richesse forestière et l'écosystème, nous avons décidé de publier une image parlante d'un lièvre brûlé», a-t-il expliqué, «L'Association de protection de l'environnement tire la sonnette d'alarme. Le président de l'Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (Apoce) de la wilaya de Tipasa, Hamza Belabbès a tiré, quant à lui, la sonnette d'alarme, dénonçant cette situation exécrable qu'il a qualifiée de crime commis «volontairement» à l'encontre des

forêts menaçant l'aspect écologique. Selon le même responsable, les graines sont transportées par le vent suite à un feu déclaré dans les bois une fois l'incendie maîtrisé, faisant savoir que son association était à cheval avec cette problématique qu'elle suit de près, notamment au mont Chenoua – classé réserve naturelle – en proie aux flammes délibérément allumées par des propriétaires de terres afin de transformer leurs propriétés en espaces agricoles après élimination des arbres et arbustes plantés ici et là et éviter, ainsi, toute les procédures archaïques de règlement de leurs dossiers. Pointant du doigt la mafia du foncier et du charbon, M. Belabbès a plaidé pour l'impératif d'appliquer rigoureusement la loi afin de mettre un terme à ces infractions devenues un brigandage habituel à l'encontre de l'environnement et de l'écosystème.

Kamel L.

Incendies de palmeraie à Ouargla : plus de 3 000 palmiers détruits depuis le début de l'année

Pas moins de 3 046 palmiers (productifs et autres) ont été ravagés par 269 foyers d'incendie qui s'étaient déclarés entre début janvier et la fin de juillet dernier dans les palmeraies de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier auprès des services de la direction de la Protection civile (PC). Ces incendies, qui ont détruit également 6 165 mètres linéaires de brise-vent, ont engendré d'importants dégâts, notamment dans les périmètres agricoles, D'himi (commune de Megarine), Bab Sbaâ, Baka Beni Brahim (commune de Ouargla), Ain Sahra (commune de Nezla), Ain Rbaâ (commune de Ain Beida), selon un communiqué de presse. Les feux de palmeraie demeurent à l'origine de la destruction annuelle d'un riche patrimoine phœnicicole dans la wilaya de Ouargla, source vivrière pour la plupart de la population de cette région. Y. Y./APS

Hadj 2019

Toutes les mesures prises avant le début des rites à Mina et Arafat

Le directeur de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), Youssef Azouza, a affirmé, hier à La Mecque, que les préparatifs étaient en cours en vue d'assurer le bon accomplissement des rites du Hadj à Mina et Arafat, ajoutant que toutes les mesures nécessaires avaient été prises au niveau des camps à l'effet d'accueillir les pèlerins dans de bonnes conditions.

Dans une déclaration à l'APS, M. Azouza a exhorté les membres de la Mission à «redoubler d'efforts en vue de maintenir une disponibilité totale à cet événement important», se félicitant de ce qui a été réalisé, jusque-là, par les membres de la Mission en termes de préparatifs pour le rassemblement (woukouf) sur le Mont Arafat. A ce titre, il a affirmé le parachèvement des prépara-

tifs au niveau des camps de Mina, saluant le rôle majeur de la commission des Fetwa et de l'orientation religieuse dans «la clarification et l'explication des questions à caractère jurisprudentiel (Fikhia) au profit des hadjjs, notamment les divergences jurisprudentielles en termes d'avis (Fetwa)». Le responsable a fait état également d'une «mobilisation totale des membres de la

mission pour pallier les difficultés et éviter les obstacles au moment opportun», affirmant que la saison connaît jusque-là un «bon» rythme sans problèmes majeurs entravant l'accomplissement des rites ou la prise en charge des hadjjs. «L'étape la plus importante dans l'opération du Hadj c'est bien l'obligation de Mina eu égard à la superficie rétrécie et donc aux places limitées quasi

insuffisantes pour l'ensemble des pèlerins», a soutenu M. Azouza. Selon le même responsable, le total de vols en direction des Lieux saints de l'Islam, du 15 juillet à ce jour, atteint 85, dont 49 dessertes assurées par les agences de tourisme, en attendant un dernier vol du 7 août, faisant état de 24 253 hadjjs jusque-là arrivés sur les lieux. Hania T.

Economie

Croissance annuelle de 1,4%, selon l'ONS

■ L'économie algérienne a réalisé une croissance annuelle de 1,4% en 2018, contre 1,3% en 2017, selon les chiffres consolidés de l'Office national des statistiques (ONS).

Par Salem K.

La croissance reste «positive» malgré le contexte économique caractérisé essentiellement par un déficit du compte courant de la balance des paiements, une baisse des réserves de change, ainsi que par un recul de la croissance dans le secteur des hydrocarbures, relève une publication de l'Office sur les comptes économiques en volume de 2015 à 2018. Le taux de croissance du PIB, hors hydrocarbures, s'est amélioré pour atteindre 3,3% en 2018 contre 2,1% en 2017, «ce qui constitue une performance appréciable», selon l'organisme des statistiques.

La croissance économique a été tirée essentiellement par les secteurs de l'agriculture (5%), du bâtiment, travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), y compris les services et les travaux publics pétroliers (5,2%) et celui de l'industrie avec 4,1%.

En valeur courantes, le PIB est passé de 18 575,8 milliards de DA en 2017 à 20 259,0 milliards de DA, soit une hausse de 9,1%. Par tête d'habitant, le PIB est évalué à 4 080,7 dollars en 2018 contre 4 011,2 dollars l'année d'avant.



En 2018, le déflateur du PIB a connu une hausse de 7,6% contre 4,7% en 2017. Cette ten-

dance d'un déflateur du PIB positif révèle effectivement des baisses de prix internationaux

des hydrocarbures moins importantes dès 2016 et une augmentation conséquente des prix en

2017 et 2018. Les exportations des hydrocarbures ont atteint 39 milliards de dollars en 2018 contre 33,5 en 2017, soit une hausse de 16,6% en valeurs.

Le prix moyen du brut algérien est passé de 54,2 dollars le baril 2017 à 71,1 dollars le baril en 2018, soit un accroissement de 31,2%.

En volume, les exportations des hydrocarbures ont baissé de 8,4% en 2018 après avoir enregistré une baisse de 3,5% en 2017.

La consommation finale des ménages, quant à elle, a affiché une croissance de 2,8% en 2018 et la Formation brute de capital fixe (FBCF) a évolué en volume de 3,1%. En valeurs nominales, la FBCF a augmenté de 6,6%, s'établissant à 8 202,5 milliards de DA en 2018, contre 7 698,0 milliards de DA en 2017. Le taux d'investissement de l'économie demeure important en 2018, la part de la FBCF dans le PIB est de 40,5%.

Ce ratio révèle, selon l'ONS, un effort d'investissement important qui est un investissement d'infrastructures soutenu par l'essentiel par l'Etat.

S. K./APS

Changes

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro se stabilisait hier face au dollar, après avoir profité de la veille de la chute de la devise chinoise, qui se reprénaît légèrement par ailleurs. Vers 09h00 GMT, l'euro perdait 0,01% face au billet vert, à 1,1202 dollar. Le yuan remontait face au dollar, à 7,0352 yuans pour un dollar, après avoir touché en début d'échanges asiatiques un nouveau plus bas en onze ans, à 7,0602 yuans pour un dollar. Lundi, la chute de la devise chinoise «a profité à l'euro», qui a connu sa meilleure séance face au dollar depuis fin

janvier, ont souligné Derek Halpenny et Fritz Louw, analystes pour MUFG. La monnaie unique a en effet progressé de 0,86%. La devise unique a bénéficié d'un mouvement d'aversion au risque dans un contexte d'escalade des tensions commerciales. «Depuis lundi, les principales devises ont significativement progressé face au billet vert du fait des attentes grandissantes d'une action décisive de la Fed en septembre», a ajouté Ipek Ozkardeska, analyste pour London Capital Group. La semaine dernière, la

Réserve fédérale américaine a baissé ses taux tout en signalant qu'elle n'aborderait pas «un long cycle» de baisses, sans pour autant en exclure d'autres. Une baisse des taux d'intérêt rend le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. Et pour Antje Praefcke, analyste chez Commerzbank, «il y a maintenant des raisons suffisantes pour que la baisse des taux d'intérêt fin juillet ne soit pas la dernière». La chute du yuan a en effet alimenté les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, éloignant

la perspective d'un accord rapide entre les deux géants. Lundi, les Etats-Unis ont officiellement accusé Pékin de manipuler sa monnaie pour s'arroger un avantage indu en rendant ses produits moins chers à l'exportation. Cette accusation «manque de crédibilité», ont néanmoins jugé les analystes de MUFG, en rappelant que le précédent rapport du Trésor sur ce sujet, publié en avril, avait exonéré la Chine, tout comme le Fonds monétaire international en juin.

Mahi O.

Pétrole

Les prix remontent dans un contexte de tensions commerciales grandissantes

Les prix du pétrole remontaient hier dans les cours d'échanges européens, effaçant une partie de leurs pertes de la veille dues aux tensions commerciales grandissantes entre la Chine et les Etats-Unis. Vers 09h15 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 60,00 dollars à Londres, en hausse de 0,32% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre s'échangeait à 55,00 dollars, 0,57% de plus que la veille. Les cours du pétrole avaient terminé en nette baisse lundi, répondant aux tensions grandissantes entre Pékin et Washington. Lundi, le yuan a chuté à un niveau plus vu depuis onze ans face au dollar, provoquant la colère de Donald Trump, qui a accusé la Chine de manipuler sa devise. La semaine dernière, le président américain avait déjà ravivé les tensions en annonçant son intention

d'étendre des droits de douane supplémentaires à la quasi-totalité des importations en provenance de Pékin à compter du 1^{er} septembre. «Les investisseurs étaient complètement focalisés sur les risques croissants de

baisse de la demande mondiale», a expliqué Ipek Ozkardeska, analyste pour London Capital Group. Un ralentissement de la croissance économique mondiale, alimenté notamment par la guerre com-

merciale, pèse mécaniquement sur la demande d'or noir. Pour Tamas Varga, analyste chez PVM Reports, «le scénario le plus vraisemblable pour le moment est celui de tensions prolongées, peut-être même jusqu'à la pro-

chaine élection présidentielle américaine». Les négociateurs américains et chinois sont censés se retrouver en septembre pour tenter une nouvelle fois de conclure un accord, après plusieurs échecs. A. Y./Agences

Allemagne

Les commandes industrielles rebondissent en juin

Les commandes passées à l'industrie allemande ont progressé de 2,5% sur un mois en juin, tirées par de gros contrats après un repli de 2% en mai, selon des chiffres publiés hier par l'Office fédéral des statistiques Destatis. Cet indicateur, qui donne un avant-goût de l'activité industrielle, ressort bien au-dessus des attentes des analystes interrogés par Factset (+0,3%). Mais hors grosses commandes, l'indicateur a enregistré une baisse de 0,4% sur un mois, dans un contexte de conflits commerciaux et de

ralentissement conjoncturel. Après une baisse de 8,4% en mai sur un an, en juin le recul n'est plus que de 3,6%. Tandis que la demande intérieure a reculé de 1%, les commandes en provenance de l'étranger ont bondi de 5,0%, celles en provenance de pays de la zone euro ont diminué de 0,6% quand celles de pays tiers ont progressé de 8,6%, précise Destatis. «La baisse continue de la demande en provenance de la zone euro suggère que le plus grand problème pour l'industrie allemande n'est pas le ralentissement écono-

mique mondial, mais un nouvel affaiblissement de l'économie européenne», note Carsten Brzeski, économiste chez ING. Les commandes hors zone euro étaient particulièrement «soutenues par de grosses commandes», précise le ministère de l'Economie dans un communiqué. Dans le détail, les commandes de produits semi-finis ont rebondi (+1,3%), comme celles des biens d'équipement (+3,7%), tandis que les biens de consommation ont faibli (-0,4%). «La tendance à la baisse s'est clairement atténuée au 2^e tri-

mestre», note le ministère. Or, «malgré les données encourageantes, l'industrie allemande n'est pas tirée d'affaire», selon M. Brzeski. Mais la période actuelle d'une baisse des commandes et d'une hausse des inventaires «ressemble plus à 2012», qui a entraîné une «petite récession industrielle passée presque inaperçue», qu'à la débâcle de 2008-2009, selon l'économiste. La situation de mai a été meilleure qu'estimée par Destatis, qui avait dans un premier temps annoncé un recul de -2,2%.

R. E.

Maison de l'entrepreneuriat de Tlemcen

Création de 32 PME par les étudiants

■ La Maison de l'entrepreneuriat de Tlemcen a permis aux étudiants de créer 32 petites et moyennes entreprises (PME) de fin 2017 à fin de l'année universitaire 2019, a-t-on appris des responsables de cet établissement d'enseignement supérieur.

Par Nassima A.

Dans une déclaration, le vice-recteur de l'université chargé des relations extérieures, Abdelatif Megnounif, a indiqué que les activités de ces PME portent sur l'agriculture, la pêche, l'agroalimentaire, les services, l'énergie, les travaux publics, la construction, le tout étant réparti sur les communes de Tlemcen, Mansourah, Maghnia, Ghazaouet, Bouhlou et Ouled Mimoun, hormis deux PME se trouvant dans les wilayas de Blida et de Bouira. Vingt-neuf entreprises ont été créées parmi un lot d'entités sur la base de prêts contractés auprès de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), deux dans le cadre de crédits obtenus auprès de l'Agence nationale de gestion de microcrédit et une par autofinancement. M. Megnounif a souligné que les missions qui incombent à la Maison de l'entrepreneuriat de l'université «Abou Bekr-Belkaïd» de Tlemcen s'appuient sur l'accompagnement des étudiants pendant une année dans le but de découvrir leur penchant et l'intérêt qu'ils portent pour certains créneaux et leur inculquer l'esprit d'entreprise pour les encourager à créer leur propre affaire. Après une formation sur la manière de gérer leur entreprise, une attestation leur sera délivrée et un apprentissage leur sera prodigué sur la manière de faire la publicité du produit à commercialiser, en plus d'un coaching sur les méthodes de

recherche d'emploi. Les étudiants pourront également participer à des cycles de formations et des concours nationaux d'entrepreneuriat «Injaz El Djazaïr» qui permet aux lauréats de prendre part à d'autres concours dont «Injaz El Maghreb Al Arabi» et «Injaz El Arab», a expliqué le responsable de la Maison de l'entrepreneuriat de Tlemcen qui a rappelé l'organisation durant les mois de juin et de juillet derniers de deux cycles de formation sur les méthodes de création des PME, en coordination avec «Injaz El Djazaïr», une association spécialisée dans l'entrepreneuriat ayant abouti à la validation de quatre projets dans l'agriculture et l'agroalimentaire. Dix étudiants de l'université de Tlemcen vont participer à un concours national «Injaz El Djazaïr», prévu à la fin de l'année en cours, a-t-on fait savoir de même source. La Maison de l'entrepreneuriat de l'université Abou Bekr-Belkaïd œuvre à envoyer à Qatar des étudiants dans plusieurs spécialités pour participer, début de l'année prochaine, à «l'Académie des créations arabes», a-t-on indiqué, rappelant que trois étudiants de l'université de Tlemcen avaient décroché l'année dernière les trois premières places dans ce concours. Par ailleurs, dans le cadre du programme «emploi» entre les universités de Tlemcen et le Bureau international du travail (BIT), financé par l'ambassade britannique en Algérie, plusieurs enseignants ont bénéficié ces trois dernières années d'une



formation sur l'entrepreneuriat. Une formation ayant permis d'examiner, au travers des investigations, les modalités de recherche de l'emploi et la délimitation des métiers qui conviennent à chaque porteur de projets. La Maison de l'entrepreneuriat de l'université Abou-Bekr-Belkaïd, fondée en 2013, avait procédé à l'accompagnement, la sensibilisation et œuvré à la formation

des étudiants depuis l'année 2017. Elle a contribué, tout au long de l'année universitaire, à la formation d'étudiants dans le domaine de l'entrepreneuriat, à raison de deux jours par semaine, en dispensant des cours théoriques sur l'évolution de la confiance et l'étude des marchés, le code du travail, la gestion des projets et autres ateliers pour compléter leurs boîtes à outils,

outre l'organisation de journées «portes ouvertes» au profit de nouveaux étudiants ayant obtenu le baccalauréat, avec à la clef des rencontres de sensibilisation directes avec les étudiants dans les facultés et à travers les forums. Ce programme vise à sensibiliser, dans le futur, les élèves du moyen et du secondaire pour développer la culture entrepreneuriale. N. A./APS

Khenchela

18 projets pour assurer plus de 53 000 m³/jour en eau potable

Dix-huit opérations de développement portant renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) sont en cours de réalisation dans la wilaya de Khenchela, en vue de mobiliser un volume d'eau supplémentaire de plus de 53 000 m³/jour, a-t-on appris auprès de la Direction des ressources en eau. Inscrits dans le cadre du programme d'urgence relevant de l'année financière de l'année 2018 de la wilaya de Khenchela, dix-huit projets d'AEP ont été lancés en travaux à travers différentes communes pour mobiliser 53 000 m³/jour aux habitants de la région, a indiqué le directeur des ressources en eau, Remdane Bouchair. Un budget «conséquent», puisé d'une enveloppe financière dont a bénéficié la wilaya de Khenchela au titre de l'année précédente dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a été alloué à la Direction des ressources en eau pour la concrétisation de ces opérations, a précisé le même responsable. Il a également souligné que ces projets, entamés au mois de janvier dernier, concer-

nent principalement la réhabilitation des forages, la rénovation et l'extension des réseaux de l'alimentation en eau potable (AEP) ainsi que la réalisation de 2 000 mètres linaires de canalisations à travers les différentes communes de la wilaya. Le projet de réalisation de 19 forages, dont les travaux ont été parachevés récemment, a permis de mobiliser 18 000 m³ d'eau quotidien des habitants de la wilaya en eau potable,

a-t-on noté, soulignant qu'à côté la mise en service d'une station d'épuration des eaux superficielles dans la commune de Babar a permis de bénéficier d'une quantité supplémentaire de 7 000 m³ d'eau potable par jour. Aussi, l'exploitation de la station de distribution du barrage de Babar à 100% assure un approvisionnement de 17 800 m³ par jour et appuie les efforts déployés pour renforcer l'AEP. Inscrits dans

le cadre du programme d'urgence, plusieurs projets d'amélioration et de renforcement du réseau AEP seront «prochainement» entamés, a révélé M. Bouchair, citant notamment la rénovation de la conduite principale d'eau potable qui assure l'approvisionnement des habitants du chef-lieu de commune de Djelal, l'extension du réseau de distribution de la cité avoisinant le siège de la brigade de la Gendarmerie natio-

nale, l'extension du réseau d'assainissement de la localité de Hidane (commune de Djelal) ainsi que la réalisation de bassins d'épuration. L'objectif de ces projets est de récupérer et mobiliser les eaux perdues en vue d'améliorer l'approvisionnement et la couverture des besoins des habitants de la wilaya de Khenchela en eau potable, a assuré le directeur du secteur. Samy Y.

Souk Ahras

Des projets hôteliers pour atteindre une capacité d'accueil de 491 lits

Plusieurs projets hôteliers sont en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras afin d'augmenter la capacité d'accueil de 246 lits actuellement, et atteindre 491 lits, a-t-on appris auprès de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat. Les travaux de réhabilitation de la station thermique de la commune frontalière Ouled Idriss de 50 lits, sont «en voie de parachevement», a indiqué la même source. Aussi, deux hôtels à Sedrata avec respectivement 60 et 50 lits sont en chantier, ainsi que deux autres à Oued Kebarit de 30 lits chacun, et un hôtel de 40 lits à Machrouha sont en travaux, a ajouté la direction, soulignant que la

cadence des travaux est «appréciable» et la réception de ces multiples projets est programmée «dans les meilleurs délais». La mise en service de ces projets permettra d'augmenter la capacité d'hébergement dans cette wilaya frontalière et contribuera à l'élimination du déficit enregistré, a poursuivi la source, à côté de la création de nouveaux postes d'emploi, a-t-on noté. La même source a révélé que le secteur du tourisme dans la wilaya de Souk Ahras attire plusieurs investisseurs, rappelant qu'au cours de l'année 2018, un hôtel trois étoiles a été mis en service avec une capacité de 80 lits, une salle de conférences, une piscine et un par-

king, ajoutant que ce projet a été réalisé conformément aux normes de qualité définies dans le Plan de développement du tourisme à l'horizon 2030. Parallèlement, des efforts sont déployés pour assurer l'utilisation efficace des sources thermales dans la wilaya de Souk Ahras qui dépassent 200 sources, afin de créer un tourisme durable, en coordination avec la Direction des ressources en eau et les responsables des Assemblées populaires communales, à travers la réhabilitation de ces sources dont le débit d'eau est estimé entre 3 et 6 litres par seconde.

R. R.

Sahara occidental

L'Alliance des Peco exprime ses sérieuses préoccupations concernant la répression marocaine

■ L'Alliance d'Europe centrale et orientale pour la solidarité avec le peuple sahraoui (Alliance CEE) a exprimé son inquiétude face à la répression meurtrière exercée par les forces marocaines depuis le 19 juillet, et de manière illégale, au Sahara occidental occupé.

Par Sara B.

L'Alliance de la CEE a exhorté, dans une déclaration signée par son président Matyas Benyik, adressée au Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le Conseil de sécurité à veiller à ce que la Minurso fonctionne conformément aux normes de base applicables à toutes les autres opérations de maintien de la paix des Nations unies, y compris une capacité de surveillance, de protection et de rapport sur la situation des droits de l'Homme. L'Alliance de l'Europe centrale et orientale a demandé instamment aux Nations unies d'envoyer une délégation d'établissement des faits au Sahara occidental occupé illégalement pour évaluer la situation et protéger les Sahraouis. La jeune Sahraouie, Sabah Osman Hamida, a été tuée lorsqu'elle a été renversée volontairement par un véhicule des forces de sécurité marocaines dans la ville occupée d'El-Ayoun lors de la célébration pacifique de la victoire algérienne de la Coupe d'Afrique des Nations. Lors de la récente répression, les forces de sécurité marocaines ont attaqué violemment des civils sahraouis avec des matraques, des gaz lacrymogènes, des canons à eau, des balles en caoutchouc et des pierres. Plusieurs civils ont été blessés et d'autres, notamment

des enfants, ont été agressés et arrêtés arbitrairement. De nombreuses personnes ont été blessées, d'autres malmenées et battues alors que les forces de sécurité inondaient la région jusqu'à présent. L'Alliance d'Europe centrale et orientale condamne fermement les attaques brutales des forces marocaines contre la population civile sahraouie dans les territoires occupés du Sahara occidental, qui continuent d'être privée de ses droits fondamentaux, notamment de son droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Malheureusement, ajoute l'Alliance dans sa déclaration, les actions répressives exercées par le Maroc à l'encontre de civils sahraouis se déroulent en pré-



sence de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) sur le territoire, qui reste sous la responsabilité des Nations unies. L'Alliance d'Europe centrale et orientale insiste également pour que l'Union européenne, qui a signé certains accords de partenariat avec le Maroc, l'oblige à respecter les droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, tout en exprimant de sérieuses pré-

occupations concernant les efforts actuels de la Commission européenne pour contourner l'arrêt de la Cour de justice européenne du 21 décembre 2016, qui porte atteinte aux droits légaux du peuple sahraoui, et pour poursuivre l'exploitation illégale des ressources des Sahraouis. «Comme l'avocat général de la Cour de justice l'a souligné le 10 janvier 2018, le territoire du Sahara occidental reste sous occupation partielle

du Maroc. La CJUE, en décembre 2016, a définitivement décidé que le Maroc n'avait aucune souveraineté sur le Sahara occidental – réaffirmant la position de la Cour internationale de Justice, des Nations unies et de l'Union africaine, selon laquelle le Sahara occidental est un territoire non autonome doté de propriété exclusive des ressources naturelles du territoire», a conclu l'Alliance.

S. B./APS

Libye

La Manul préoccupée par la poursuite des violences dans le sud du pays

La Mission de soutien des Nations unies en Libye (Manul) a exprimé sa préoccupation face à la poursuite des violences et des frappes aériennes à Mourzouk, dans le sud du pays, rapportent hier des médias. Dans un communiqué, la Manul s'est dite «extrêmement préoccupée par les informations faisant état de la poursuite des actes de violence à Mourzouk, notamment de plusieurs raids aériens qui ont fait de nombreux morts et blessés parmi les civils». Une frappe aérienne a ainsi tué dimanche soir plus de 40 personnes et blessé plus de 50 autres, a affir-

mé lundi un responsable local. De plus, la Manul a fait part de son inquiétude quant aux violences communautaires qui se poursuivent dans la même région, faisant «environ 20 morts et de nombreux blessés». Elle a lancé un appel à la retenue, au dialogue et à des solutions pacifiques afin de régler les différends dans la région. La mission onusienne a de nouveau souhaité qu'une trêve s'instaure à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Adha (fête du sacrifice), prévue dimanche. Le Gouvernement d'union libyen (GNA) soutenu par l'ONU a condamné la frappe aérienne de

dimanche à Mourzouk, appelant la Manul et la communauté internationale à «assumer leurs responsabilités et à enquêter sur les crimes commis par les milices dans cette ville». Début avril, les troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, ont lancé des hostilités pour s'emparer de la capitale Tripoli où siège le GNA reconnu par la communauté internationale. Selon les dernières statistiques de l'ONU, ces agressions ont causé la mort à ce jour d'environ 1 100 personnes.

Farid M.

Tunisie

Formation d'observateurs pour les prochaines échéances électorales

Des observateurs sont en cours de formation en prévision des prochaines échéances électorales en Tunisie, a annoncé, à Sfax, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Noureddine Tabboubi. S'exprimant en marge de la commémoration du 72^e anniversaire de la bataille de Sfax du 5 août 1947, M. Tabboubi, cité par l'agence de presse TAP, a indiqué que l'UGTT qui «sera au rendez-vous pour une contribution positive à la pratique démocratique effective», «se tient à égale distance de toutes les parties, étant déterminée à assurer la réussite de la prochaine échéance électorale». M. Tabboubi a affirmé que «la Centrale syndicale ne trahira pas la Tunisie» et ne permettra pas de livrer la Tunisie «au premier venu», à l'heure où le pays traverse une période délicate. Il a

appelé les syndicalistes à se préparer pour la bataille post-électorale qui selon ses propos «sera cruciale», et où l'UGTT «sera immanquablement ciblée, dans la mesure où cette dernière œuvrera à parachever le troisième round des négociations sociales liées à la fonction publique, ainsi qu'à l'activation

des clauses des conventions paraphées avec le gouvernement dans divers secteurs vitaux». «Je suis convaincu que le peuple tunisien réussira à épauler le monde lors des prochaines élections législatives et présidentielles, à travers un choix judicieux des listes politiques et des personnalités nationales qui les

représenteront à la fois à la Présidence de la République et au Parlement, et qui sauront préserver la souveraineté du pays et ses acquis», a-t-il poursuivi. Quinze candidatures ont été déposées à ce jour pour la présidentielle, a rapporté dimanche la TAP. Le scrutin aura lieu le 15 septembre en Tunisie et les 13,

14 et 15 septembre à l'étranger. L'élection en question a été prévue initialement le 15 Novembre. Le décès du président Béji Caid Essebsi a contraint les autorités à avancer le rendez-vous électoral, et ce, conformément à la Constitution et aux lois en vigueur.

T. A./Agences

Mauritanie

Quatre orpailleurs morts dans l'éboulement d'un ravin

Quatre orpailleurs sont morts ensevelis lors de l'éboulement d'un ravin à l'intérieur duquel ils travaillaient dans la région de «Gleib N'Dour» dans le nord de la Mauritanie, ont rapporté lundi des médias locaux. «Deux corps ont pu être extraits du puits, tandis que deux autres sont encore activement recherchés», selon les mêmes sources, relevant la lenteur des secours. De tels accidents interviennent de temps à autre dans cette région

de prospection aurifère artisanale dans l'extrême nord du pays, où les conditions de sécurité sont ignorées malgré les risques énormes d'une telle entreprise. Dans le nord-est de Tiz Zemmour, dans l'extrême nord de la Mauritanie, de nombreux effondrements de puits d'exploration ont été constatés ces derniers temps, faisant des dizaines de victimes et de blessés. Le 9 mai dernier, trois orpailleurs ont été tués dans l'effondrement

d'un puits dans lequel ils se trouvaient dans la région de «Gleib N'Dour». L'année dernière, les autorités mauritaniennes ont déclaré une zone militaire fermée dans le nord du pays, limitant la liberté de mouvement des mineurs d'or avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation qui suscite un vif intérêt pour l'exploration aurifère.

R. M.



Missiles

Coup de semonce de la Chine vers les États-Unis et ses voisins

■ «Pas de missiles à notre porte». La Chine a mis hier les États-Unis en garde contre le déploiement de nouveaux armements américains en Asie-Pacifique, agitant le spectre de la crise des missiles à Cuba pendant la Guerre froide.

Par Rosa C.

En termes fermes, la diplomatie chinoise s'en est prise, sans jamais le nommer, au nouveau chef du Pentagone, Mark Esper, qui s'est prononcé samedi pour le déploiement «le plus tôt possible» de nouveaux missiles américains en Asie, à l'orée d'une tournée dans la région.

«La Chine ne restera pas les bras croisés et sera dans l'obligation de prendre des mesures de rétorsion si les États-Unis devaient déployer des missiles terrestres de moyenne portée dans cette région du monde», a averti devant la presse le directeur général du département du contrôle des armements du ministère des Affaires étrangères, Fu Cong.

Interrogé, M. Fu n'a pas voulu préciser quelles mesures de rétorsion Pékin pourrait prendre mais a assuré que «tout est sur la table». Déjà aux prises avec une guerre commerciale, technologique et monétaire avec l'Amérique de Donald Trump, le

géant asiatique dénonce fréquemment la présence militaire américaine en Asie, relayée par les alliés que sont le Japon et la Corée du Sud.

Le haut responsable chinois a appelé ces pays, et aussi l'Australie, «à faire preuve de prudence et à ne pas permettre un déploiement de missiles américains sur leur sol, car cela n'entrainerait pas dans l'intérêt de leur sécurité nationale».

Interrogé hier sur la réaction chinoise, M. Esper a cherché à tempérer ses propos de samedi, assurant qu'il n'avait demandé à aucun pays d'accueillir des missiles. «Nous en sommes encore assez loin», a-t-il dit. «Cela prendra quelques années avant que nous soyons en mesure de déployer des missiles opérationnels».

Mais alors que des experts estiment que Washington pourrait déployer ses nouveaux missiles sur son île de Guam, dans le Pacifique, le haut responsable chinois a averti que cela équivaldrait à les installer «aux portes de la Chine». «Si vous ins-

tallez des missiles sur un bout de terre comme Guam, cela sera perçu comme un geste hautement provocateur de la part des États-Unis. Ce serait très dangereux», a-t-il prévenu en direction des Américains.

L'avertissement survient quatre jours après que les États-Unis se sont retirés du traité de désarmement INF, conclu pendant la Guerre froide entre Washington et Moscou pour interdire totalement les missiles terrestres de portée intermédiaire (de 500 à 5 500 km).

Washington est désormais libre de venir concurrencer la Chine, dont l'arsenal est largement constitué d'armes du type interdit par le traité INF, dont Pékin n'a jamais été signataire.

Alors que Guam est distant d'environ 3 000 km de la Chine, M. Fu a évoqué le spectre de la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962, lorsque le monde s'était retrouvé au bord d'un conflit majeur, Washington refusant la présence des fusées de Moscou si près de son territoire (à peine 150 km).

M. Fu a dénoncé le retrait américain du traité INF, le qualifiant de «nouvelle preuve d'unilatéralisme qui ne pourra qu'avoir des conséquences négatives».

Il a estimé que l'arsenal chinois et les violations du traité par la Russie, invoqués par l'admini-



R. C. R.

nistration Trump pour se retirer du texte, ne sont que des «prétextes». «La vraie raison du retrait américain, c'est qu'il permet aux États-Unis de développer leurs capacités balistiques», a-t-il asséné.

M. Fu a répété que Pékin ne participerait pas à des négociations trilatérales sur la réduction des armements avec la Russie et les États-Unis, comme le réclame Washington.

«Compte tenu de l'écart énorme entre l'arsenal nucléaire de la Chine et ceux des États-Unis et de la Russie, il n'est pas raisonnable ni équitable d'attendre de

la Chine qu'elle participe à une telle négociation à ce stade», a-t-il dit.

Dans la zone Asie-Pacifique, Chinois et Américains se défient notamment à propos de la mer de Chine méridionale, une zone revendiquée par Pékin qui a construit des installations militaires sur des îlots contestés par d'autres pays riverains.

Washington dépêche régulièrement dans la zone des navires de guerre au nom de la «liberté de navigation», des opérations systématiquement contestées par le gouvernement chinois.

R. C.



Commentaire

Stabilité

Par Fouzia Mahmoudi

En 2015, à l'occasion de la signature de l'Accord sur le nucléaire iranien, l'on pensait en avoir fini avec les déclarations, toujours les mêmes, que se renvoyaient les dirigeants iraniens et américains. Mais depuis la sortie des États-Unis de cet accord historique, les déclarations stériles de part et d'autre ont repris leur cours. Toutefois, cette fois-ci Téhéran semble prêt à tendre la main et à proposer une sortie de crise concrète. En effet, Hassan Rohani a affirmé hier que son pays était prêt à négocier avec les États-Unis si ces derniers levaient les sanctions qu'ils ont imposées à Téhéran. «La République islamique d'Iran est en faveur de négociations et, si les États-Unis veulent vraiment discuter, avant toute chose ils doivent lever l'ensemble des sanctions», a déclaré le président iranien, dont les propos ont été retransmis à la télévision d'État. L'homme d'État a affirmé que Téhéran était disposé à discuter, que les États-Unis soient ou non partie prenante à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, dont Washington s'est retiré en mai 2018 avant de rétablir de sévères sanctions économiques contre l'Iran. «Qu'ils veuillent intégrer ou non le JCPOA (sigle désignant l'accord, NDLR), c'est à eux de décider», a déclaré Rohani depuis le ministère des Affaires étrangères, où il a rencontré le chef de la diplomatie, Mohammad Javad Zarif. Ce dernier a confirmé lundi des informations selon lesquelles il avait refusé une invitation à rencontrer le président américain Donald Trump, malgré des menaces de sanctions à son encontre. Washington a décidé d'imposer des sanctions au ministre iranien le 31 juillet, après son refus de se rendre à la Maison-Blanche, ont affirmé des responsables iraniens. Les relations entre Téhéran et Washington n'ont cessé de se dégrader depuis le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, suivi du rétablissement de lourdes sanctions américaines contre l'Iran, que l'administration Trump accuse de déstabiliser la région et de chercher à se doter de la bombe atomique. Depuis mai, des sabotages et attaques de navires dans le Golfe, imputés par les États-Unis à Téhéran, qui dément, la saisie de pétroliers étrangers ainsi que la destruction d'un drone américain par l'Iran ont encore fait monter la pression. Toutefois, Rohani semble être capable, contrairement à ses prédécesseurs, de tenir un discours plus raisonné et d'arriver peut-être, enfin, à établir un dialogue constructif avec Washington. Après tout, si Donald Trump a tendu la main à la Corée du Nord il n'y a pas de raison qui l'empêcherait de faire de même avec l'Iran dont le rôle au Moyen-Orient est d'autant plus important pour la stabilité de la région.

F. M.

Afghanistan

Les talibans appellent au boycott et menacent la présidentielle

Les talibans ont appelé hier dans un communiqué la population afghane à «boycotter» l'élection présidentielle prévue fin septembre et à éviter les rassemblements «qui pourraient devenir des cibles potentielles».

Dans un communiqué diffusé par leur porte-parole Zabihullah Mujahid, les insurgés «demandent» à leurs combattants de s'opposer à «l'imposition de ce processus théâtral dans toute la mesure de leurs capacités».

«Pour éviter que nos compatriotes ne subissent des pertes, Dieu nous en préserve, ils doivent éviter les rassemblements qui pourraient devenir des cibles potentielles», ont-ils menacé.

Les forces de sécurité sont «totalement prêtes» à protéger les Afghans contre les menaces des talibans et ne permettront à personne de perturber le processus électoral, a réagi la Présidence afghane dans un communiqué.

«La participation aux élections et le choix d'un dirigeant par le suffrage direct sont les droits religieux et légaux du peuple afghan. Le gouvernement

a effectué tous les préparatifs nécessaires à la tenue d'élections libres, justes et transparentes», est-il ajouté. L'annonce des talibans survient alors que les États-Unis et des représentants des insurgés mènent un huitième round de négociations à Doha. L'émissaire américain Zalmay Khalilzad s'est félicité lundi soir des «excellents progrès» entre les deux parties.

Le porte-parole politique des talibans, Suhail Shaheen, a observé hier que «d'excellents progrès» avaient été réalisés, lors d'un entretien avec l'AFP.

«Nous sommes en train de discuter des derniers points restants et l'accord de paix sera conclu. Nous déciderons ensuite de la date de l'annonce de l'accord», a-t-il poursuivi.

La campagne pour l'élection présidentielle a été officiellement ouverte le 28 juillet.

Ce même jour, 20 personnes avaient été tuées et 50 blessées lors d'une attaque contre les bureaux d'Amrullah Saleh, un colistier du président Ashraf Ghani. Ancien chef des services de renseignement afghans, connu pour ses positions hos-

tiles aux talibans, il avait survécu à l'assaut.

Dix-sept candidats restent en lice pour le scrutin dont le chef de l'État sortant est le favori.

Prévue initialement fin avril, la présidentielle du 28 septembre a été reportée à deux reprises.

Sa tenue est cependant toujours incertaine, alors que pourraient ensuite s'ouvrir en Norvège – si un accord américain-taliban est signé à Doha – des pourparlers de paix entre les insurgés et des représentants du gouvernement de Kaboul.

«Au moment où les talibans prétendent rechercher la paix, ils menacent de commettre des crimes de guerre en attaquant des civils lors de rassemblements électoraux», a commenté Zaman Sultani, chercheur en Asie du Sud pour Amnesty International. «Les insurgés font ainsi preuve d'un mépris effroyable pour la vie humaine», a-t-il ajouté dans un communiqué. Les talibans, qui avaient mené des attaques meurtrières durant les élections législatives d'octobre 2018, estiment que le processus électoral n'a «aucune valeur».

Café-resto «Le Ciné» à Blida

Lancement d'une programmation culturelle régulière

■ Le café-resto «Le Ciné» de Blida annonce une programmation culturelle régulière dédiée aux artistes dans ses différentes espaces. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de cet espace de participer dans la redynamisation du secteur culturel dans la ville des Roses.

Par Abia Selles

Une programmation culturelle régulière dédiée aux artistes est lancée au café-resto «Le Ciné» de Blida. Ce programme se veut une réponse à ceux qui parlent de manque d'infrastructures culturelles et absence totale des rendez-vous artistiques dans la ville des Roses, confirmer les organisateurs.

Après un an de fermeture, le restaurant a été rouvert le mois dernier et son propriétaire démontre une bonne volonté pour mettre en valeur la culture dans la ville de Blida. En effet, le matériel nécessaire pour assurer le bon déroulement des activités culturelles est déjà mis en place par Amine Chabou et son équipe.

Sans compter les bibliothèques disséminées dans le restaurant comptant des introuvables ou encore de vieux numéros d'«El Moudjahid», ce restaurant s'annonce comme un espa-

ce réunissant des artistes de différentes disciplines.

Il faut dire que l'esprit de la salle de cinéma «Le Paris», dont le gérant de «Le Ciné» a pris soin de laisser intact l'ameublement, rôde toujours. C'est tout naturellement donc qu'il a décidé d'y consacrer l'activité culturelle face au raboutissement des espaces censés l'accueillir.

D'ailleurs, entre la médina de Douiret qui tombe peu à peu en ruine, le théâtre Mohamed-Touri dont on relance plus qu'on finit les travaux de réhabilitation ou encore la maison Abed qui, à défaut de programme de protection et de valorisation, est dépe-

cée et voit sa superbe céramique vendue à des particuliers, le paysage culturel de la ville ne semble pas importer aux autorités locales. Le travail de ces dernières se limite dans quelques festivités musicales.

Heureusement, des initiatives privées sont entreprises çà et là par les associations culturelles et artistiques. Nous citerons par exemple la réouverture de l'imprimerie Le Mauguin où se tiennent de façon ponctuelle des cafés littéraires.

A. S.



Salon international du livre d'Alger 2019

Lancement du concours de la meilleure affiche

Le Salon International du Livre d'Alger (SILA) lance, à l'occasion de sa 24^e édition, un concours de la meilleure affiche. Le commissariat du Sila a annoncé hier la tenue d'un

concours pour désigner l'affiche officielle du salon. Destiné aux étudiants des écoles des beaux-arts du pays ainsi que les graphistes algériens, il acceptera les contributions jusqu'au 31 août

prochain à minuit. Les intéressés doivent transmettre la maquette en format A4 (JPEG, TIF) accompagnée de leurs coordonnées personnelles (numéro de téléphone, email, adresse postale et

copie de la carte d'identité).

Le visuel devra être conçu en adéquation avec le thème du salon cette année, à savoir le livre, l'Histoire et la littérature. Et ainsi que pouvoir s'adapter aux formats suivants : A5, 40x60cm, 80x120cm, 100x83cm, 120x176cm, 240x160cm et 4x3m.

Les projets seront à envoyer à info@siladz avant le 31 août. Le premier prix recevra la somme de 150 000 DA lors des délibérations du jury, prévues le 15 septembre prochain.

R. C.

A l'initiative de l'Institut culturel français

Julien Clerc invité à Alger

Le chanteur de variétés françaises, Julien Clerc, sera en concert à Alger en septembre prochain et ce, à l'invitation de l'Institut français de la ville. L'artiste interprète de «Femmes,

je vous aime», «Ma préférence à moi» ou encore «Melissa», viendra à la rencontre du public d'Alger, à l'occasion notamment de la «tournée des cinquante ans».

Les mélomanes auront ainsi la chance de revenir sur 50 ans de carrière de Julien Clerc, l'un des chantres de la musique française. Et ce, le 12 septembre à 19h30 à l'Opéra Boualem-

Bessaih. Le prix d'accès à l'événement a été fixé à 1 500 DA. Et les tickets seront par ailleurs à acheter au niveau de la billetterie de l'Opéra.

D. R.

Festival international de musique de Moscou

La RASD participe à la 13^e édition

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) participe au 13^e festival international «Rassembler des amis» organisé dans la capitale russe, Moscou, à l'invitation du Conservatoire d'Etat de Moscou «Peter-Tchaïkovski». Le festival a ouvert dimanche ses portes aux visiteurs en présence de la direction du conservatoire et de la

presse, ainsi que de plusieurs délégations d'Espagne, d'Argentine, de Colombie, de Chine, d'Iran, de Turquie, d'Italie des Etats-Unis. La RASD est représentée par une délégation du ministère de la Culture, qui participe à cet événement jusqu'au 29 août prochain. L'exposition du Sahara occidental a présenté des produits artisanaux authentiques de la culture saharienne, des planches photographiques, qui représentent des aspects essentiels du développement de la société au Sahara occidental, ainsi que la tente traditionnelle avec ses accessoires.

Depuis l'ouverture du festival, beaucoup de personnes ont visité l'exposition du Sahara occidental.

L. B.

Prix des cinq continents

Un Algérien parmi les dix finalistes

Le prix littéraire des Cinq Continents de la francophonie a dévoilé la liste des 10 finalistes de l'édition 2019. Et un auteur algérien en fait

partie. Ryad Girod, récipiendaire du prix Assia-Djebar, a été sélectionné par le jury du prix des Cinq Continents pour son œuvre «Les yeux de

Mansour» (éditions Barzakh). Il est aux côtés de Sarah Mann (France), Michel Layaz (Suisse) ou encore Makenzy Orcel (Haïti). Pour rappel, un

autre auteur algérien, Kamel Daoud, avait été lauréat du même prix en 2014 pour «Meursault, contre-enquête».

Marvel

Kevin Feige explique l'absence d'Avengers pour la phase 4

Parmi toutes les annonces qui ont plu durant l'édition 2019 du Comic Con, Kevin Feige pensait peut-être que personne n'allait remarquer l'absence d'Avengers. Après tout, Jane Foster en nouvelle incarnation de Thor, les séries pour et le retour de Blade, des Quatre Fantastiques ou des Mutants, il y avait de quoi occuper l'espace médiatique. Seulement la non-présence des Avengers, c'est un peu l'éléphant au milieu

de la pièce (comme on dit dans la langue de Shakespeare). Interrogé à ce propos, Kevin Feige explique ce que l'on avait plus ou moins déduit après l'annonce : «Le dernier film concernant les Avengers s'appelait Endgame et nous souhaitons vraiment apporter une conclusion à ces personnages. La phase 4 porte alors sur les débuts, apprendre de nouvelles choses à propos de personnages que vous connaissez et faire

connaissance avec de nouveaux». Évidemment, il est alors question de l'avenir des Avengers. Maintenant qu'ils ont perdu leurs deux figures tutélaires, quelle forme va prendre le groupe de super-héros ? «Ce sera une équipe très différente de celle que vous avez connue, c'était tout l'intérêt de Endgame. Ce sera une tout autre incarnation avec des personnages que vous avez déjà rencontrés et d'autres inédits».

R. I.

AGEND'ART

Centre Culturel Mustapha Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)
Jusqu'au 8 août :

L'Etablissement Arts et Culture, en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Alger, organise une exposition collective de l'artisanat d'art.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger)
Jusqu'au 8 août :

Exposition de peinture avec l'artiste Belkacem Keffil.

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger)
Jusqu'au 18 août :

Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmadjid Guemroud.

Parc de la liberté (Alger)
Jusqu'au 8 août :

Semaine culturelle de la région de Tamentit (Adrar) dans la commune d'Alger-Centre. Au programme : expositions de produits d'artisanat et animation variée.

Hôtel Méridien d'Oran
Samedi 17 août à 22h :

Concert de Lila Borsali et du musicien Mohamed Rouane.

Stade du 20-Août (Alger)
Le 22 août :

L'Onda organise un concert de Soolking.



Naples

Ounas sera vendu pour 35 millions d'euros

LA DIRECTION de Naples (Serie A italienne de football) aurait réclamé 35 millions d'euros pour vendre définitivement l'ailier international algérien Adam Ounas, croit savoir lundi le site spécialisé Calciomercato. Les deux clubs français de Ligue 1, Lille et Marseille, se sont positionnés pour s'attacher les services du joueur algérien, dont le contrat avec Naples court encore jusqu'en 2022. Les clubs de Serie A italienne Cagliari et la Fiorentina ainsi que le FC Séville

en Liga espagnole seraient également sur les rangs. Mais à ce prix les prétendants seront certainement revus à la baisse. Le quotidien local «Il Mattino» a indiqué samedi que le Napoli privilégiait l'option d'un prêt, plutôt qu'une cession définitive. Ounas (22 ans) s'est distingué lors de la dernière CAN-2019 disputée et remportée par l'équipe nationale en Egypte en marquant trois buts, en étant remplaçant, et délivrant une passe décisive.

Jeux africains-2019

255 athlètes de 23 disciplines représenteront l'Algérie

DEUX-CENT-CINQUANTE-CINQ athlètes de 23 disciplines représenteront l'Algérie aux 12^e Jeux africains, prévus du 19 au 31 août au Maroc, a annoncé, lundi à Alger, le chef de mission, Nabil Sadi. «L'Algérie prendra part au rendez-vous marocain avec une délégation composée de 369 personnes dont 255 athlètes (143 garçons et 112 filles), 47 entraîneurs, 20 chefs d'équipe et 21 médecins», a indiqué Nabil Sadi lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, Salim Raouf Bernaoui et le directeur général des Sports au ministère, Nadir Belayat. Les 23 disciplines concernées sont : Athlétisme (8 Garçons/3 Filles), Aviron (3G/3F), Badminton (5G/4F), Boxe (8G/3F), Cyclisme (8G/5F), Echecs (2G/2F), Football (18 Filles), Gymnastique (5G/5F), Haltérophilie (5G/5F), Handball (16G/16F), Judo (7G/7F), Karaté-do (10G/9F), Kayak (7G/4F), Lutte (11G/4F), Natation (9G/5F), Sport équestre (5G), Taekwondo (5G/6F), Tennis de table (4G/4F), Tir à l'arc (3G/3F), Tir sportif (6G/2F), Triathlon (2G/2F), Beach-volley (2G/2F) et volley-ball (12G). Les Algériens rallieront la capitale

marocaine Rabat à partir du 15 août, avec le départ du premier contingent composé des athlètes, staffs techniques et responsables de deux disciplines, à savoir le judo et le football. Trois autres départs sont prévus les 18, 22 et 24 août à destination de Rabat. «Le transport de la délégation algérienne sera assuré par la compagnie nationale Air Algérie après la signature d'une convention entre les deux parties, tandis que l'équipement sportif sera fourni par la marque Umbro», a précisé le chef de mission. Appelé à donner son pronostic sur le nombre de médailles ciblé par les instances fédérales lors des Jeux africains de Rabat, le même responsable s'est montré «prudent» car «ce volet est du ressort des Fédérations sportives qui ont signé leurs engagements avec le ministère de la Jeunesse et des Sports». Le Maroc organisera la 12^e édition des Jeux africains, considérés comme la plus grande manifestation sportive en Afrique, après le désistement de la Guinée équatoriale. Cette manifestation verra la présence de plus de 6 000 athlètes issus de 54 pays africains.

Jeux méditerranéens-2021

Salim Iles remplacera El Morro

SALIM ILES a été désigné directeur général des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en 2021 en remplacement de Mohamed El-Morro, démis de ses fonctions, a indiqué lundi à Alger le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui. «Nous avons appris avec une grande satisfaction la nomination de l'ex-champion algérien de natation, Salim Iles, au poste de directeur général des Jeux méditerranéens 2021 d'Oran. C'est une décision prise par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, sur proposition du ministère de la Jeunesse et des Sports», a déclaré Bernaoui lors d'une conférence de presse sur la participation algérienne aux Jeux africains-2019. Salim Iles remplace Mohamed El-Morro, ex-président de l'ASM Oran, installé par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, en novembre 2018 comme directeur général d'Oran-2021.

De son côté, Zhor Guidouche, ex-membre du Comité olympique et sportif algérien (COA), a été désignée en qualité de directrice chargée de l'administration.

Natation/Championnat arabe jeunes (2^e J)

4 nouvelles médailles, dont 3 en or, pour l'Algérie

LES NAGEURS algériens ont décroché quatre nouvelles médailles (4 or, 1 argent), à l'issue des épreuves de la 3^e séance du Championnat arabe des jeunes (garçons et filles) disputées lundi à Casablanca (Maroc). Les médailles d'or algériennes ont été décrochées par Anes Tounsi (100m nage libre) dans la catégorie U13, Khansa Belkacemi (400m 4 nages) et Ryma Benmassour (100m nage libre) en U15, alors que la médaille d'argent de cette dernière course est revenue à sa com-

patriote Machaa Saadi. L'Algérie est provisoirement en tête du tableau des médailles avec 29 breloques (12 or, 8 argent, 9 bronze). Les épreuves de la deuxième journée du Championnat arabe des jeunes se poursuivent avec la 4^e séance programmée pour lundi après-midi. L'Algérie prend part au rendez-vous arabe du Maroc avec 31 nageurs dont 15 filles, sous la conduite d'un staff technique composé de six entraîneurs et dirigé par le sélectionneur en chef, Ali Maânsri.

MC Alger

Trois joueurs hors coup face à l'ASAM

■ Trois joueurs recrutés lors de ce mercato ne seront pas présents lors du premier match du championnat que disputera l'équipe face à la formation de l'AS Aïn M'lila.



Le MCA comptera sur les joueurs les plus en forme

Par Mahfoud M.

I s'agit de l'ancien défenseur de l'USMA, Farouk Chafaï, de l'ex-meneur du NAHD, Chamseddine Herrag et l'ancien keaper de l'USM Bel-Abbès, Athmane Toul. En effet, le coach français du doyen des clubs algériens, Bernard Casoni, pense que ces joueurs ne sont pas prêts à 100% par rapport à leurs coéquipiers et accusent un retard physique. Le driver des Vert et Rouge pense qu'il faut compter sur les joueurs qui seraient prêts après avoir pris part à toute la préparation, alors que les joueurs cités sont venus

en dernier après avoir pris du temps pour signer leurs contrats, d'autant que certains n'étaient pas libres de leurs mouvements et encore liés par contrat avec leurs formations respectives. C'est donc logique qu'ils soient dans un premier temps sur le banc, en attendant de retrouver leur forme physique. Ils devront redoubler d'efforts pour relever ensuite le défi et faire tout leur possible pour prendre une place dans l'effectif, sachant que la formation mouloudéenne souhaite jouer les premiers rôles cette saison et espère être dans le coup pour les trois compétitions qu'ils disputeront, à savoir le cham-

pionnat et la Coupe d'Algérie, ainsi que la Coupe arabe. L'équipe continue, en tout cas, de se préparer à fond pour être prête pour l'entame de la nouvelle saison qui sera en tout cas très difficile, sachant que le club aura une grande concurrence étant donné que de nombreuses autres équipes souhaitent mettre le paquet pour jouer aussi le titre. Pour ce match face à l'ASAM il faut s'attendre à voir un groupe solide qui tentera de tout faire pour prendre les trois points qui permettront au MCA de débiter en force.

M. M.

AC Milan

Bennacer se dit prêt pour ce challenge

L'entrepreneur et joueur algérien Ismaël Bennacer, fraîchement arrivé à l'AC Milan, a indiqué qu'il se sentait «prêt à 200%» pour entamer sa nouvelle aventure avec le club italien de Serie A de football. «Je me sens prêt à 200% pour ma nouvelle aventure. J'ai hâte de commencer et suis déterminé à me battre et impressionner les supporters du Milan», a affirmé Bennacer lors d'un entretien vidéo diffusé lundi sur le site officiel du club lombard. La formation milanaise a annoncé dimanche la signature officielle du jeune joueur algérien (21 ans) pour un contrat de cinq ans, en provenance de l'autre club italien Empoli, relégué en Serie B. Bennacer, passé par la réserve d'Arsenal et le FC Tours (Ligue 2/France), a été désigné meilleur joueur de la dernière CAN-2019 remportée par l'équipe nationale en Egypte. Il s'était mis en évidence dès le début de la compétition en étant désigné homme du match lors des deux premiers rendez-vous de la phase de poules face au Kenya (2-0) et au Sénégal (1-0). «Quand un club prestigieux comme l'AC Milan vous contacte, on ne peut pas se permettre de dire non. J'ai aussitôt accepté la proposition. Je suis très heureux de faire partie de cette équipe. Je ne trouve pas les mots pour exprimer ma joie», a-t-il ajouté.

Bennacer, véritable révélation de la CAN-2019, est revenu sur le trophée continental remporté avec la sélection algérienne : «Ce qui nous est arrivé en Egypte est fabuleux. Remporter la CAN est un événement extraordinaire à vivre. Je joue en équipe nationale depuis 3 années et j'en suis fier». Qualifié sur le terrain pour la prochaine Europa League, Milan a été exclu de cette compétition par l'UEFA pour ne pas avoir respecté les règles du fair-play financier. Né à Arles, Bennacer a commencé sa carrière en 2014 à Arles-Avignon, en Ligue 2 (France). Par la suite, il a été transféré à Arsenal (Premier League) en 2015, jouant surtout avec l'équipe des U23 des «Gunners», avant de retourner en France à Tours, puis de tenter une expérience en Italie avec Empoli en 2017. Il devient le troisième joueur algérien à porter le maillot «rossoner» du Milan, après les deux défenseurs Samir Beloufa (1997-2000) et Djamel Mesbah (2012-2013).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi-Ouzou

4 personnes, membres d'une même famille, retrouvées mortes dans un appartement

QUATRE personnes, membres d'une même famille (le père et ses trois enfants), ont été découverts avant-hier sans vie dans un appartement à Tizi Ouzou. En effet, peu avant 16h lundi, les éléments de la Protection civile ont été alertés par un autre membre de la famille sur les découvertes macabres faites au niveau d'un appartement, sis au 3^e étage d'un immeuble situé au lotissement

Touat, de la ville des Genêts. Selon les indications fournies par la Protection civile, il s'agit d'un homme âgé de 62 ans, d'une femme de 22 ans, d'un garçon de 13 ans et d'une fille de 11 ans. Les dépouilles des quatre victimes ont été déposées à la morgue du CHU Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Festival de Locarno

Le long métrage «143, rue du désert» de Hassen Ferhani à l'affiche

LE LONG métrage de fiction «143, rue du désert», du réalisateur algérien Hassen Ferhani, a été programmé hors compétition au 72^e Festival international du film de Locarno (sud-est de la Suisse) prévu du 7 au 17 août, annoncent les organisateurs. Premier long métrage de Hassen Ferhani, «143, rue du désert» figure sur la liste «Cinéastes du présent», deuxième plus importante section du festival qui compte 5 autres productions dont «Baamum Nafi» du Sénégalais Mamadou Dia, «Ham on Rye» de l'Américain Tyler Taormina et «La paloma y el Lobo» du Mexicain Carlos Lenin, entre autres. D'une durée de 100mn, le film de Ferhani, une production algéro-franco-qatarie, raconte l'histoire de «Malika», gérante d'un modeste restaurant sur la route du

désert, au fin fond du Sahara algérien, où viennent se ravitailler routiers, aventuriers et autres voyageurs. Hassen Ferhani avait réalisé en 2016 «Fi rassi rond-point», un documentaire primé en Algérie et dans les festivals internationaux où il reçut de nombreux prix. 17 films de différents pays sont en compétition officielle du festival dont l'édition 2019 a choisi de mettre à l'honneur le cinéma de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines et le Laos) dans un programme qui s'étale jusqu'à 2021. Fondé en 1946, le Festival international du film de Locarno est considéré comme un des plus anciens festivals européens aux côtés de la Mostra de Venise et Cannes. Il vise à propulser les jeunes talents et faire découvrir les nouveaux courants du cinéma mondial. **Racim C.**

Aïn Témouchent

30 kg de kif traité rejetés par la mer

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale de Beni Saf (Aïn Témouchent) ont découvert un colis contenant 30 kilogrammes de kif traité rejeté par la mer sur une plage rocheuse, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Cette opération, effectuée ces 24 dernières heures par les unités de la Gendarmerie nationale lors d'une patrouille pédestre dans les plages rocheuses, a

permis la découverte du colis contenant 30 kg de kif traité sur une zone rocheuse côtière de la forêt «Fantaguerra» relevant de la ville de Beni Saf, a-t-on indiqué. Alors que les unités de la Gendarmerie nationale continuent de ratisser ladite zone, les services de sécurité compétents territorialement ont ouvert une enquête pour connaître la source de ce poison et les personnes qui seraient impli-

quées. Pour rappel, les services de la Gendarmerie nationale ont découvert, au niveau du littoral de la wilaya d'Aïn Témouchent, une importante quantité de drogue rejetée par les vagues sur la terre ferme, dont 30 kg de cannabis rejetés par la mer au mois de juillet dernier sur une zone rocheuse de la plage «El Hilal» relevant de la commune de Sidi Benaada.

Sami Y.

Transfert

Offre de 10 millions d'euros de Gladbach pour Bensebaïni

LES ALLEMANDS du Borussia Monchengladbach ont formulé une offre de 10 millions d'euros pour attirer en Bundesliga l'international algérien de Rennes (France), Rami Bensebaïni, ont rapporté des médias. «La direction du club de Bundesliga aurait offert 10 millions d'euros aux responsables du Stade Rennais pour conclure le transfert de l'international algérien Rami Bensebaïni lors de ce mercato d'été. Le montant s'approcherait de la

somme réclamée par le club rouge et noir pour libérer son joueur», selon le site footmercato.net. Gladbach voudrait s'offrir les services d'un joueur aussi bien capable de jouer en défense centrale qu'en sentinelle ou comme plus récemment au poste de latéral gauche. Le club allemand a offert aussi un salaire «énorme» à Bensebaïni, dont le contrat avec le Stade Rennais prend fin dans un an, selon la même source. Pour l'heure, le champion d'Afrique algérien serait en plei-

ne réflexion quant à la suite à donner à sa carrière. Footmercato informe aussi que le FC Séville a tenté sa chance auprès de Rennes, mais la proposition faite par le club espagnol n'a clairement pas été à la hauteur des attentes de la direction bretonne. Le joueur formé à Paradou a réalisé la saison la plus aboutie de sa carrière, que ce soit en Ligue 1, en Ligue Europa et surtout en Coupes de France et d'Afrique qu'il a remportées.

Rasim S.

Les pensions des retraités seront revalorisées



Loumis

Djalou@hotmail.com

Justice

Mandats d'arrêt internationaux contre Khaled Nezzar et son fils Lotfi

■ Ils sont accusés de «complot» et d'«atteinte à l'ordre public» ; des faits punis par les articles 77 et 78 du code pénal et par l'article 284 du code de justice militaire.

Par Slim O.

Des mandats d'arrêt internationaux contre l'ancien ministre de la Défense nationale, Khaled Nezzar, son fils Lotfi Nezzar, gérant de la société Smart Link Com (SLC) et Belhamdine Farid, gérant de la Société algérienne de pharmacie, ont été émis hier par le Tribunal militaire de Blida, a annoncé l'Entreprise publique de télévision (EPTV). Selon la même source, ils sont accusés de «complot» et d'«atteinte à l'ordre public». Des faits punis par les articles 77 et 78 du code pénal et par l'article 284 du code de justice militaire. L'article 77 du code pénal stipule que «l'attentat, dont le but a été, soit de détruire ou de changer le régime, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'Etat, ou

s'armer les uns contre les autres, soit à porter atteinte à l'intégrité du territoire national, est puni de la peine de mort». Cet article du code pénal stipule également que «l'exécution ou la tentative constitue seule l'attentat». L'article 78 du même code précise que «le complot ayant pour but les crimes mentionnés à l'article 77, s'il a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, est puni de la réclusion à temps de dix à vingt ans». Ce même article souligne que «si le complot n'a pas été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine est celle de la réclusion à temps de cinq à dix ans» et précise qu'«il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes». «S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés à l'article 77, celui qui a fait une telle proposition est puni d'un emprisonnement d'une durée d'un à dix ans et d'une amende de 3 000 à 70 000 DA. Le coupable peut de plus être interdit, en tout ou partie, des droits mentionnés à l'article 14 du présent code», es-il encore souligné dans cet article. L'article 284 du code de justice militaire prévoit que «tout individu coupable de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité du commandant d'une formation militaire, d'un bâtiment ou d'un

aéronef militaire, ou à la discipline ou à la sécurité de la formation, du bâtiment ou de l'aéronef, est puni de la réclusion criminelle de cinq à dix ans». Ce même article du code de justice militaire précise qu'«il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs individus. Le maximum de la peine est appliqué aux militaires les plus élevés en grade et aux instigateurs dudit complot. Si le complot a lieu en temps de guerre, ou sur un territoire en état de siège ou d'urgence, ou dans toutes circonstances pouvant mettre en péril la sécurité de la formation, du bâtiment ou de l'aéronef, ou a pour but de peser sur la décision du chef militaire responsable, le coupable est puni de mort».

S. O./APS

Oran 12 harraga interceptés à l'ouest de Cap Carbone

DOUZE candidats à l'émigration clandestine, tous Algériens, ont été interceptés hier à 6 heures à l'ouest de Cap Carbone (Oran), aux limites côtières avec la zone maritime d'Arzew, par des unités du groupement territorial des gardes-côtes d'Oran, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Les 12 clandestins, dont trois femmes, une fillette de 4 ans et un jeune de 16 ans, qui avaient tenté, en vain, leur aventure à bord d'une embarcation en polyester de plaisance sans moteur, ont été interceptés par une patrouille des gardes-côtes à 15 miles au nord-ouest de Cap Carbone (Oran) et remis, après formalités d'usage, à la Gendarmerie nationale, a-t-on indiqué. **Mahi Y.**